

VEILLE BUDGÉTAIRE 2010



www.psac-afpc.com

Pour un budget au service de tous les Canadiens et Canadiennes : La dette et le déficit

Ne croyez pas tout ce que vous entendez au sujet de la dette et du déficit

Tout le monde parle de la dette et du déficit. Beaucoup de gens ont affirmé que la dette et le déficit du Canada sont trop élevés encore une fois et que les services publics, les dépenses gouvernementales ainsi que les emplois, salaires et avantages sociaux des fonctionnaires fédéraux doivent être réduits.

Le déficit – pourquoi considère-t-on qu’il constitue un problème?

Un déficit se produit lorsque les entrées de fonds sont inférieures aux sorties, lorsque les recettes fiscales ne sont pas suffisantes pour payer les dépenses gouvernementales.

Un déficit est normal en temps de récession. Il survient lorsque les travailleuses et travailleurs perdent leur emploi et paient moins d’impôt ou aucun impôt, ce qui force les administrations publiques à accroître leurs dépenses pour stimuler l’économie et assurer un revenu aux travailleuses et travailleurs en chômage.

Lorsqu’un déficit survient, il devient partie intégrante de la dette nationale. Ce qui compte, ce n’est pas à combien se chiffre la dette nationale, mais plutôt son importance par rapport à la taille de l’économie. À cet égard, le Canada est en bonne position, malgré le déficit de 2009-2010 et celui prévu pour 2010-2011.

D’après les prévisionnistes, la dette fédérale se maintiendra à environ 33,9 %, en moyenne, du produit intérieur brut (PIB) au cours des cinq prochaines années. Ce taux est extrêmement bas par rapport à d’autres pays. Par exemple, les États-Unis, qui sont le plus important partenaire commercial du Canada, affichent un rapport dette-PIB d’environ 70 %; dans le cas des pays européens qui souhaitent faire partie de l’Union européenne, le seuil est établi à 60 %.

Les dépenses publiques ne sont pas la cause du dernier déficit

Le déficit que le gouvernement canadien aura accumulé en 2009-2010 et en 2010-2011, et peut-être après, résulte des décisions visant à stimuler l'économie pour que le Canada sorte de la récession malgré la diminution des recettes de l'État, de même que des réductions malavisées et inopportunes de la TPS et des taux d'imposition des sociétés. En fait, ce dernier taux d'imposition, de 22,12 % qu'il était en 2007, devrait chuter à 15 % en 2012 dans la foulée des compressions actuelles.

La politique du gouvernement conservateur a établi à 14,4 % du PIB les recettes de l'État en 2009-2010. C'est le pourcentage le plus bas en 50 ans.

La portion du déficit actuel non attribuable directement aux dépenses d'urgence pendant la récession ne représentera que 1 % des initiatives de dépenses éventuelles d'ici 2013-2014, comparativement à 7,5 % au milieu des années 1980 et à 4,5 % au milieu des années 1990.

Il est temps de mettre fin à l'hystérie entourant le déficit

Le déficit actuel du Canada est peu élevé par rapport aux normes historiques et au déficit de nombreux autres pays. Il est le résultat direct de la récession et des mauvaises décisions concernant les allègements fiscaux consentis aux entreprises et la baisse de la TPS. Les initiatives fiscales des conservateurs, qui ne sont rien d'autre qu'une subvention aux sociétés riches et aux bien nantis, ne devraient pas cibler les dépenses publiques, ni les employées et employés de l'État.